

**Cohésion.** La saison des assemblées générales va débiter et, comme les années précédentes, le sujet de la rémunération des dirigeants suscitera encore des débats nourris. Sans doute moins en France que dans d'autres pays, tels que le Royaume-Uni ou les Etats-Unis. A travers les modalités d'attribution des rémunérations, ces discussions posent la question de la répartition de la richesse créée et testent la cohésion interne des entreprises. Elles interrogent aussi sur la contribution de l'entreprise aux attentes de la communauté externe. Bien qu'il soit difficile de mesurer cette participation, l'initiative engagée vis-à-vis des laboratoires pharmaceutiques par une association américaine d'actionnaires pourrait apporter des éléments de réponse (voir ci-dessous).

## INSTITUTIONS, REGLEMENTATIONS

### Pollution, santé, France, chimie, agriculture

#### **Pesticides : pour les ONG, le rapport de la mission parlementaire n'est pas à la hauteur des enjeux**

Le 4 avril, la mission parlementaire d'information sur l'utilisation des produits phytopharmaceutiques a rendu public son [rapport](#). **Le document reconnaît la dangerosité de ces substances pour la santé et l'environnement.** Pour autant, il souligne la complexité du sujet et le manque de données permettant de mesurer avec précision leurs effets. Aussi préconise-t-il d'accroître l'effort pour enrichir les connaissances dans ce domaine et, au plan européen, d'assujettir le renouvellement des autorisations aux effets observés. **Le rapport insiste aussi sur le fait que le passage à une agriculture plus écologique demandera du temps et de l'argent** et qu'il devra être abordé au cas par cas en fonction des filières, des territoires, des conditions de sol, etc. Il recommande surtout de promouvoir et de soutenir les bonnes pratiques et les solutions alternatives. La mission ne préconise aucune interdiction, à l'exception de celle de l'usage du [glyphosate](#) dans sa fonction dessiccative (utilisation visant à déshydrater les plantes et à faciliter leur récolte), laquelle serait peu utilisée selon les acteurs concernés. Les associations écologistes dénoncent de leur côté la temporisation implicite de son interdiction totale, puisque le rapport se contente de reconnaître la nécessité « *d'accélérer les travaux de recherche et de développement pour trouver des alternatives crédibles* », alors même que le président de la République avait affirmé, en novembre 2017, que le glyphosate serait interdit dans trois ans au plus tard.

### Climat, Etats-Unis, automobile

#### **L'EPA veut revoir le plan Obama sur l'efficacité énergétique des véhicules**

Le 2 avril, l'Environmental Protection Agency (EPA) a publié une [note](#) dans laquelle elle remet en cause les hypothèses ayant servi de base à la mise en place d'un plan de réduction de la consommation des véhicules particuliers par l'administration Obama pour les années modèles 2022 à 2025. **Les normes prévoyaient de ramener ces consommations à 50 miles environ par gallon (4,7 litres par kilomètre).** Dans sa note, Scott Pruitt, l'administrateur de l'EPA, précise que les normes actuelles sont basées sur des hypothèses périmées et que des informations plus récentes suggèrent qu'elles sont trop contraignantes. Il milite également pour une harmonisation des standards à l'échelon fédéral, visant implicitement les Etats déterminés à instaurer des règles plus exigeantes, comme la Californie, l'Etat de New York, le Massachusetts, la Pennsylvanie et neuf autres Etats. **Si les associations de constructeurs automobiles se félicitent de cette annonce**, indiquant qu'il deviendra plus facile et moins coûteux (y compris pour les consommateurs) d'atteindre les objectifs et que cette révision permettra de sauvegarder des centaines de milliers d'emplois, **les partisans de normes strictes – et pas seulement les associations écologistes – sont vent debout contre cette décision.** Des organisations regroupant de nombreuses grandes entreprises, des investisseurs et, bien entendu, des Etats comme la Californie, s'apprentent à la combattre âprement et soulignent que cette décision va non seulement à l'encontre d'une meilleure qualité de l'air pour l'ensemble des Américains et de la lutte contre les dérèglements climatiques, mais qu'elle menace aussi la compétitivité de l'industrie automobile américaine.

## OUTILS POUR LA RSE ET L'ISR (indicateurs, tendances, initiatives, études)

### Droits sociaux fondamentaux, environnement, RDC, mines

#### **Un cabinet d'audit lance un projet visant à certifier la qualité sociétale des mines de cobalt en RDC**

La transition vers une économie plus verte n'est pas sans conséquences environnementales et sociales. Au premier plan, on trouve l'exploitation des minerais – **comme le cobalt** – nécessaires aux besoins

considérables liés à la fabrication de solutions de stockage d'énergie. Ces dernières années, la République démocratique du Congo (RDC), qui représente plus de la moitié des approvisionnements mondiaux en cobalt, a fait l'objet de plusieurs rapports et de nombreuses réactions face aux conditions écologiques et sociales déplorable dans lesquelles ses mines artisanales sont exploitées ([voir IE](#)). Aussi une partie de l'industrie est-elle à la recherche de réponses pouvant la mettre à l'abri des critiques des ONG et des organisations syndicales. C'est dans ce contexte que la société d'audit britannique RCS Global a annoncé, le 25 mars, qu'elle lançait un projet pilote, baptisé « **Better Cobalt** », **visant à certifier que les petites mines artisanales et les mines semi-mécanisées de la RDC respectaient les lignes directrices de l'OCDE** (avec un focus sur le travail des enfants et les droits humains). Le personnel de RCS Global établi sur place sera chargé de **relever les éventuelles violations et d'alimenter une base de données qui informera en temps réel** l'ensemble des acteurs de la chaîne d'approvisionnement. Un dispositif de traçabilité permettra également de réduire les risques de contamination de cette chaîne. Le projet pilote va, pour débiter, porter sur cinq sites. Devant le désastre écologique et humain observé en RDC, certaines ONG britanniques saluent l'initiative, mais elles précisent qu'elles seront attentives à la qualité du processus afin qu'il ne se traduise pas en réalité par une solution cosmétique destinée à blanchir l'image des acteurs concernés.

**Energie.** Dans une communication du 28 mars, Bloomberg New Energy Finance indique que les prix du photovoltaïque et de l'éolien terrestre continuent à baisser rapidement. Pour ces deux sources d'énergie, le LCOE (prix du gigawatt-heure actualisé) mondial de référence diminue de 18 % par rapport au premier semestre 2017. Mais surtout, les avantages attribués aux sources d'énergie fossile, qui permettent une plus grande flexibilité dans les approvisionnements, se trouvent de plus en plus concurrencés par l'amélioration des techniques et des capacités de stockage des énergies renouvelables (notamment grâce à la baisse des coûts des batteries et à la mise en service de centrales combinées éolien/solaire).

**Déchets.** Des scientifiques ont étudié les débris et déchets présents dans les fonds marins autour de la Grande-Bretagne entre 1992 et 2017. Cette étude, publiée dans le journal [Science of the Total Environment](#), montre que le nombre de sacs en plastique a considérablement diminué entre la période qui précède 2010 et celle qui suit (plus de 60 %). Les auteurs attribuent cette baisse aux différentes mesures adoptées par les pays européens qui longent la mer du Nord, la Manche et la mer Celtique. En revanche, les autres débris en plastique continuent de progresser. Ces conclusions pourraient fournir des arguments supplémentaires au gouvernement britannique qui étudie actuellement la possibilité d'instaurer un système de consigne pour les récipients à usage unique.

### Impact des services, Mexique, sécurité

#### **Au Mexique, le boom des sociétés de sécurité s'accompagne de risques de corruption et de violence**

Les sociétés spécialisées dans la sécurité font souvent l'objet de [controverses](#), qu'il s'agisse des conditions de travail en interne ou des exactions commises par le personnel. Au Mexique, où le taux de criminalité a considérablement augmenté ces dernières années, **le nombre de sociétés de sécurité a également explosé**. Selon le Conseil national de sécurité, le nombre de sociétés enregistrées dans ce secteur aurait progressé de 180 % entre 2012 et 2016. Le think tank américain Inter-American Dialogue met en garde face à cette situation dans une [étude](#) qui relève que **l'absence de contrôle de ces entreprises a conduit à des cas où la corruption, les violations des droits humains et le recours excessif à la force n'ont pas pu être maîtrisés**. En principe, ces sociétés doivent répondre à un certain nombre de formalités administratives censées faciliter le contrôle de l'entreprise. Mais dans les faits, le coût et les contraintes que ces formalités génèrent incitent les sociétés à s'en dispenser. Aussi le think tank exhorte-t-il les pouvoirs publics mexicains à prendre les mesures nécessaires pour accroître les contrôles dans ce secteur et à sanctionner les entreprises contrevenantes.

## **PARTIES PRENANTES ENGAGEES**

---

### Climat, énergie, banques

#### **Les investissements bancaires dans les énergies fossiles les plus polluantes repartent à la hausse**

Parmi les sources d'énergie fossile particulièrement visées par les ONG figurent les « **sources fossiles extrêmes** » (sables bitumineux, exploration arctique, gisements en eau ultraprofonde, exportation de gaz naturel liquéfié, mines de charbon, centrales à charbon) en raison de leurs caractéristiques particulièrement polluantes. Selon une [étude](#) réalisée par plusieurs organisations et publiée récemment, après une baisse sensible entre 2015 et 2016, les investissements bancaires dans ces secteurs sont repartis à la hausse en 2017. Sur la base d'une analyse effectuée auprès de trente-six grandes banques internationales, les auteurs ont déterminé que **le montant de ces financements avait atteint 115 milliards de dollars en 2017**, soit une hausse de 11 % par rapport à l'année précédente. Avec une augmentation de 111 % en un an, ce sont les interventions dans **les sables bitumineux qui ont principalement contribué à cette hausse**. Elles

représentent 40 % de ce type de financement. Les banques canadiennes et JPMorgan Chase (Etats-Unis) sont particulièrement montrées du doigt. A elles seules, elles rassemblent 80 % des financements du sous-secteur. Les auteurs relèvent également une forte reprise des banques américaines (+ 42 %) dans le financement des mines de charbon (en particulier JPMorgan et Goldman Sachs) et dans les centrales à charbon (Citi, Wells Fargo, Goldman Sachs). **Les banques françaises** (BNP Paribas, BPCE/Natixis, Crédit agricole, Société générale) font partie des établissements dont les politiques et les analyses sont globalement les mieux notées. Plusieurs aspects négatifs sont toutefois relevés en ce qui les concerne, dont des investissements importants dans l'exploration/exploitation en eau ultraprofonde (BNP Paribas, Crédit agricole), les installations liées au gaz liquéfié (BPCE/Natixis, Société générale), l'exploitation des mines de charbon (Société générale), les centrales à charbon (BNP Paribas, Crédit agricole, Société générale).

## Climat, justice, Pays-Bas, hydrocarbures

### La politique climatique de Shell prise entre deux feux aux Pays-Bas

En novembre dernier, le groupe pétrolier anglo-néerlandais Shell a annoncé son intention de réduire de 50 % son empreinte carbone d'ici à 2050. Cet objectif comprend ses propres émissions et celles résultant de l'utilisation de ses produits. Mais pour Follow This, un mouvement d'actionnaires initié aux Pays-Bas, **cet objectif est insuffisant au vu des exigences requises pour maintenir l'augmentation de la température de la planète au-dessous de 2 °C**. Selon le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC), le niveau de réduction des rejets de GES devrait être compris entre 60 % à 65 % à cet horizon. En valeur absolue. Or, selon Follow This, le groupe prévoit que le marché de l'énergie devrait progresser de 50 % d'ici à 2050. Si Shell conserve sa part de marché, la baisse en valeur absolue de ses rejets de GES ne sera donc que de 25 %. La compagnie répond qu'elle a déjà mis en place de nombreuses mesures pour aller dans le sens d'une activité plus respectueuse de l'environnement, comme la prise en compte de la gestion des GES dans les bonus des dirigeants, une plus grande transparence sur les risques climatiques et un investissement annuel de 2 milliards de dollars dans les énergies renouvelables. Mais pour Follow This, ce montant est trop faible au regard du budget consacré aux investissements (25 à 30 milliards de dollars) pour témoigner d'une ambition à la hauteur des enjeux. Aussi a-t-elle soumis au conseil d'administration de Shell un projet de résolution à inscrire lors de la prochaine assemblée générale lui demandant d'aligner ses objectifs sur ceux de l'accord de Paris.

**Parallèlement, le 4 avril, l'association Les Amis de la Terre Pays-Bas a mis le groupe pétrolier en demeure de revoir à la hausse son plan d'investissement dans les énergies renouvelables** et de corriger sa politique pour la mettre en conformité avec l'accord de Paris. Dans son communiqué, l'association accorde huit semaines à la compagnie pour obtempérer. Dans le cas contraire, elle engagera contre Shell une action en justice sur un schéma identique à celui qui a conduit, en 2015, une cour de justice de La Haye à condamner l'Etat néerlandais à adopter des mesures permettant d'atteindre un objectif de réduction des rejets de GES du pays de 25 % entre 1990 et 2020 au lieu des 14 % à 17 % prévus par le plan gouvernemental ([IE n° 219](#)).

## INVESTISSEMENT RESPONSABLE

---

## Climat, Japon, Arabie saoudite, énergie

### Une alliance nippon-saoudienne va donner un coup d'accélérateur à l'énergie solaire

En avril 2016, le vice-prince du royaume d'Arabie saoudite, Mohammed ben Salmane Al Saoud, avait annoncé qu'afin de financer la diversification des sources énergétiques du pays, le capital de la compagnie nationale d'hydrocarbures Saudi Aramco (évalué à 2 000 milliards de dollars) allait être mis sur le marché (voir [IE n° 234](#)). Le 27 mars dernier, Masayoshi Son, le président du groupe japonais SoftBank, a déclaré lors d'une visite à New York que le fonds d'investissement de sa société, SoftBank Vision Fund (SVF), participerait au **développement en Arabie saoudite d'un projet global dans l'énergie solaire d'une capacité de 200 GW d'ici à 2030**. Pour mémoire, cela constitue la moitié de la puissance d'énergie solaire aujourd'hui installée dans le monde et le double des investissements mondiaux réalisés dans ce domaine en 2017. Les installations, dont le coût est estimé à 200 milliards de dollars, comprendront également des panneaux solaires, des capacités de stockage et une usine de panneaux solaires. Elles seront financées par SVF et d'autres sources de financement. SVF, spécialisée dans les technologies nouvelles, a été créée en 2016 avec le soutien du principal fonds souverain saoudien et des entreprises comme Apple ou Qualcomm. Le fonds totalise actuellement 100 milliards de dollars d'engagements.

## Rémunération des dirigeants, Etats-Unis, pharmacie

### Le lien entre la rémunération des dirigeants et le prix des médicaments sous surveillance

L'augmentation du prix des médicaments a été un important sujet de controverse aux Etats-Unis et dans bon nombre de pays au cours des dernières années. Aussi l'association américaine ICCR – qui réunit

notamment des congrégations religieuses soucieuses de placer leurs actifs financiers selon des critères éthiques, sociaux et environnementaux – s’interroge-t-elle depuis longtemps sur la structure de l’élaboration des prix des médicaments. Sans succès jusqu’à présent. Mais **lors des prochaines assemblées générales de plusieurs laboratoires** (AbbVie, Amgen, Biogen, Bristol-Myers Squibb, Eli Lilly), l’association va déposer des projets de résolution demandant à ces laboratoires de fournir des informations sur le lien existant entre les rémunérations variables des dirigeants et les augmentations de prix des médicaments. Pour ICCR, ces rémunérations devraient avant tout être liées à la mise sur le marché de nouveaux médicaments et à la progression du volume de vente pour les médicaments en portefeuille. Les entreprises concernées ont, dans un premier temps, refusé d’inscrire ces projets de résolution à l’ordre du jour de leur assemblée, alléguant que les rapports fournissaient déjà le détail des plans de rémunération. En dépit de ces arguments, l’autorité américaine des marchés financiers a autorisé leur inscription. **La question de la rémunération des grandes sociétés reste donc un sujet sensible**, aux Etats-Unis comme ailleurs, et l’initiative d’ICCR témoigne de l’importance de plus en plus grande accordée au lien existant entre ces rémunérations et l’utilité sociale de la richesse créée par les entreprises.

## ENTREPRISES (initiatives & controverses)

---

### Développement, Japon, automobile

#### Une usine de recyclage de batteries pour redonner vie à la ville de Namie près de Fukushima

Depuis la catastrophe nucléaire de Fukushima en mars 2011, la petite ville de Namie, située à quelques kilomètres de l’ancienne centrale, est une ville fantôme. Découragés par la lenteur de la construction des infrastructures, la plupart des 21 000 habitants que comptait la ville avant l’évacuation ont préféré rester loin de chez eux. **Seuls quelques centaines de résidents sont revenus.** Le 26 mars, le constructeur automobile Nissan a décidé de construire, en coopération avec Sumitomo, un site de recyclage de batteries lithium-ion dans la zone. Ce sera la première ouverture d’usine depuis la catastrophe. Nissan a mis au point un processus de recyclage innovant qui permet de réduire les coûts de 650 000 yens (4 940 euros) à 300 000 yens (2 280 euros). Ces batteries serviront en outre à alimenter un éclairage photovoltaïque pour la ville. Cette petite usine ne compte, pour l’heure, que dix employés, **mais elle pourrait atteindre 1 000 salariés à terme.**

**Droits humains.** Une [étude](#) de la Fair Labor Association (FLA – une coalition réunissant des entreprises, des universités et des organisations caritatives) montre que dans certains pays asiatiques (comme la Thaïlande, la Malaisie ou Taïwan), les femmes migrantes travaillant dans des régions souffrant d’un déficit de main-d’œuvre peuvent être expulsées lorsqu’elles sont enceintes. En conséquence, bon nombre d’entre elles ont recours à des avortements non désirés ou abandonnent leurs nouveau-nés. L’association demande aux gouvernements de mettre un terme aux lois qui autorisent ou encouragent les tests de grossesse et l’utilisation de la contraception comme conditions pour obtenir ou conserver un emploi, et exhorte les marques à soutenir les initiatives visant à protéger les travailleuses enceintes.

### Climat, chaîne d’approvisionnement, Etats-Unis, Chine, distribution

#### Walmart veut réduire de 50 millions de tonnes les rejets de GES de ses fournisseurs chinois

Souvent pointé du doigt pour ses pratiques éloignées des meilleurs standards sociaux et environnementaux, le géant américain de la grande distribution Walmart (500 milliards de dollars de chiffre d’affaires en 2017) a annoncé, le 29 mars, le lancement d’un programme visant à réduire les émissions de GES de ses fournisseurs chinois de 50 millions de tonnes d’ici à 2030. A titre de comparaison, les émissions annuelles de GES du groupe pour ses *scopes* 1 et 2 s’élèvent à 20 millions de tonnes environ. **Ce programme entre dans l’objectif, annoncé par Walmart en avril 2017, de supprimer 1 milliard de tonnes de CO<sub>2</sub> sur l’ensemble de sa chaîne d’approvisionnement** d’ici à la fin de la prochaine décennie. Le projet ciblera dans un premier temps une centaine de fournisseurs chinois majeurs en leur fournissant des outils destinés à mesurer leurs rejets et à atteindre des objectifs fixés. Il abordera des domaines comme l’efficacité énergétique, les énergies renouvelables, les emballages et la réduction des déchets. La question de la déforestation est également à l’étude. La multinationale prévoit d’étendre ensuite cette démarche à la totalité de sa chaîne d’approvisionnement en Chine. Cette initiative, qui entend faire bouler de neige en prolongeant chez les fournisseurs d’un donneur d’ordre une action de RSE entamée en interne, devrait systématiquement accompagner toute démarche de responsabilité élargie cherchant à amplifier et pérenniser sa dynamique.

---

Prix de l’abonnement d’un an à **Impact Entreprises**, soit 22 lettres électroniques : 117 euros.

Adressez vos commandes d’abonnement à : CFIE, 52 bd Ornano – 75018 Paris

---